



GEOPRAGMA

Pôle français de géopolitique réaliste

Fondamentaux stratégiques français

GROUPE DE TRAVAIL N°1

La France face aux risques liés à la nouvelle bipolarisation du monde

Membres :

- Pilote : Caroline Galactéros
- Copilotes : Alexis Feertchak, Ghislain de Castelbajac
- Membres : Gérard Chaliand, Olivier Broun, Dylan Rieutord, Emmanuel Razavi, Moiffak Hassan

L'opinion publique est parcourue de notions théoriques qui fondent, au gré de leur succès, une dominance idéologique, plus ou moins forte selon l'ancrage d'idéologies d'opposition, qui apparaissent régulièrement au fil de l'Histoire. Dans les cercles diplomatiques, les médias et jusque sur les forum internet, des couples de contraires plus ou moins travaillés et artificiels s'opposent, parfois violemment, dans un combat pourtant très abstrait portant sur la compréhension du monde et de ses nouvelles lignes de force.

L'un de ces couples fait rage depuis maintenant plusieurs années : le « monde multipolaire », annoncé par ceux qui remettent en cause la position centrale et dominante des Etats-Unis, s'opposerait à un « monde unipolaire » - sous la houlette américaine, Washington prétendant garantir seul la stabilité d'un « nouvel ordre mondial » né des décombres de la Guerre froide et enfant d'un néolibéralisme ayant triomphé des différentes formes historiques de marxisme. Ce « monde unipolaire » a été, à des degrés divers, une croyance répandue et agissante dans les années 1990, matérialisée par des phénomènes tenant de registres variés. On peut citer aussi bien les McDonald's, le cinéma d'Hollywood et le *globish*, que les missiles de croisière Tomahawk ou la dizaine de *carrier group* de l'US Navy. Le *soft* et le *hard power* donc, mais aussi le pouvoir du droit et des valeurs occidentales dont l'Amérique se voulait le Parangon bienveillant. En faisant du



GEOPRAGMA

monde économique un ensemble global et unifié sous sa férule morale et politique, l'Amérique a voulu d'autorité uniformiser la diversité mondiale selon ses propres canons identifiés à la marche naturelle du progrès humain. Ce faisant, « l'hyperpuissance » américaine annonçait aussi à tous les dictateurs du monde (du moins à ceux qui résistaient à ses *desiderata*) un sombre présage : « Vos jours sont comptés, les peuples du monde entier n'aspirent qu'à l'Etat de droit à l'occidentale et à la démocratie de marché et, dans le cas contraire, nous allons nous charger de les en convaincre ». « *Nation building* », « *democratization* », etc : promus par de nombreuses ONG américaines - progressivement devenues les nouveaux proxies de la stratégie d'influence des Etats-Unis -, les nouveaux « éléments de langage », **ersatz d'un respect des intérêts propres des nations récipiendaires - notamment européennes** -, apparurent alors dans le sillage des guerres d'ex-Yougoslavie, des deux guerres du Golfe ou de l'intervention en Afghanistan.

Pourtant, en tant que croyance massivement partagée, ce monde unipolaire ne survécut pas à deux événements qui s'enchaînèrent. Le premier fut les attentats du 11 septembre, mais aussi la propagation rapide de leur impact dans tout le monde arabo-musulman, sur fond d'un anti-américanisme galopant. « Plantez des McDo, attendez quelques années et récoltez des Ayatollahs », résumait récemment Régis Debray. Précisons qu'il suffit d'ajouter au *soft power* quelques éléments de *hard power* pour attendre beaucoup moins longtemps... Le second événement fut la désastreuse guerre d'Irak de 2003 et son cortège de mensonges et de massacres. Dans de nombreuses régions de la planète, la démocratisation et l'Etat de droit promis comme expressions du paradis néolibéral se révélèrent dès lors une sombre « ruse de l'Histoire », un bel habit qui cachait mal le corps dévorant d'ambition et de cynisme de l'impérialisme à l'état brut.

Parallèlement étaient marginalisées, mises à mal ou abandonnées, à l'initiative américaine et/ou européenne, toutes les structures multilatérales de dialogue ou de coexistence internationale se montrant peu ou prou récalcitrantes aux injonctions léonines d'une Amérique qui confondait sciemment unification et uniformisation, éclatement communautaire et dénationalisation accélérée, effacement des frontières et convergence des diversités humaines sous sa houlette supérieure.

Le décrochement manifeste entre, d'une part, cette ambition moralisatrice et déstabilisante, en contravention avec les principes fondateurs de la Charte des Nations Unies qui protégeaient la souveraineté des Etats, et d'autre part, la volonté de résistance de nombre d'Etats à leur dissolution programmée, a progressivement donné lieu à un discours alternatif. Celui-ci s'est structuré autour de l'émergence d'un « monde multipolaire », aidé en cela par le développement



GEOPRAGMA

rapide des BRICs (Brésil, Russie, Inde, Chine) dont les dirigeants – loin de l'esprit post-national qui s'emparait de leurs homologues européens – souhaitaient au contraire que leur place soit reconnue comme telle au sein du Nouvel ordre mondial et leur souveraineté protégée.

Dans ce paradigme, la dimension économique et démographique fut première. Il devenait évident que le clivage Est-Ouest de la Guerre froide en avait caché un autre, Nord-Sud. Le 21^e siècle serait celui d'un rééquilibrage, l'Asie notamment prenant l'ascendant sur l'Occident. Cette perspective économique s'installa dans les têtes européennes, mais l'idée que la politique et le droit puissent être autres qu'occidentales restait encore loin des esprits.

Le renversement et l'assassinat de Mouammar Kadhafi – répétition ultime du scénario irakien – en 2011, puis les conflits en Syrie et en Ukraine firent brusquement entrer davantage encore le réel récalcitrant dans les mentalités occidentales. Un Etat autre qu'otanien – la Russie – pouvait à peu de frais déployer (modestement) ses forces armées et imposer sa volonté à d'autres acteurs. Un autocrate – Bachar el-Assad – pouvait échapper au sort de Saddam Hussein. Militaire, politique, le monde multipolaire prenait ainsi un autre visage. Il s'inscrivait désormais dans la dimension tragique de l'Histoire, bien loin du rythme comptable, froid et rationnel du temps économique.

Même les pays occidentaux – à commencer par leur centre dynamique, les Etats-Unis – n'échappent plus aujourd'hui aux soubresauts de ce Nouvel ordre mondial en gestation. Une opposition bruyante au consensus néolibéral se forme partout, que l'on regroupe sous le qualificatif de « populisme ». Au Royaume-Uni, les Britanniques décident de se couper de l'Union européenne ; aux Etats-Unis, les Américains choisissent de remplacer la figure par excellence du néolibéralisme doux, élégant et tempéré – Barack Obama – par le tumultueux Donald Trump et son « America First », mélange paradoxal de retrait isolationniste et de diplomatie fougueuse... mais pragmatique car débarrassée de toute scorie idéologique. Dans les pays d'Europe de l'Est, au sein du groupe de Visegrad, la politique migratoire suscite un rejet croissant, y compris contre Bruxelles. Avec l'alliance de la Ligue et du M5S, l'Italie industrielle du Nord et l'Italie démunie du Sud s'unissent dans un gouvernement anti-système qui choisit de lutter contre l'immigration et la rigueur économique qu'imposerait Berlin. Un chemin déjà choisi trois ans plus tôt, sans succès, par la Grèce, dont le chef du gouvernement, Alexis Tsipras, aurait alors demandé à Moscou s'il pourrait, en cas de besoin, imprimer de nouvelles drachmes et s'est déjà partiellement mis dans les mains chinoises au plan économique.



GEOPRAGMA

De toutes ces focades historiques qui font passer la « Fin de l'Histoire » pour un concept mort-né, l'une d'entre elles se fait beaucoup plus silencieuse, mais pourrait, par sa portée, dépasser toutes les autres. La puissance chinoise atteint en effet des sommets auxquels aucun autre Etat émergent ne peut prétendre. Certes, la Russie connaît une réaffirmation politique sans précédent, mais comme tous ses détracteurs le répètent à l'envi, son PIB est proche de celui de l'Italie. Même si l'on préfère le mesurer en parité de pouvoir d'achat, il est certes proche de l'Allemagne, mais encore à des lieues de ceux de Pékin ou de Washington. Moscou compte par l'indéniable leadership exercé par son président (en conséquence voué aux gémonies par l'Occident rassemblé et secrètement envieux) et par l'évidence d'une vision cohérente et globale qui projette une image de fiabilité pour certains inquiétante, pour d'autres entraînant.

Si les crises au Moyen-Orient font la une des quotidiens, l'emprise chinoise grandissante sur un axe allant de l'Asie à l'Europe, en passant par l'Afrique et l'Amérique du Sud, dans le cadre des « Nouvelles Routes de la Soie », est beaucoup moins soulignée, et l'Europe, comme la France, n'ose en mesurer les conséquences économiques et stratégiques pour elle-même et la double dévoration qui la menace. De même, la course aux armements à laquelle se prêterait le Kremlin fait l'objet de nombreuses déclarations politiques et d'une diabolisation par réflexe et suivisme vis à vis des nécessités et priorités de notre allié américain, alors que le développement exponentiel des armées chinoises est, lui, passé sous silence. Qui sait aujourd'hui que la marine chinoise est devenue en quelques années une véritable armada dont les ambitions débordent largement le premier cercle d'îles autour de la Chine pour s'aventurer dans les océans Indien et Pacifique ? Alors ? D'où vient la menace véritable qui pèse à moyen terme sur l'Europe ? Si l'on veut bien sortir du pavlovisme stratégique qui nous égare, il nous faut reconnaître qu'elle ne vient pas de Russie. Cette puissance centrale de l'Eurasie demeure plus européenne qu'asiatique. Il faut sortir du confort de pensée propre au manichéisme pour éviter sa bascule définitive vers l'Est car elle demeure le troisième pied du tabouret stratégique occidental (avec l'américain et l'europpéen) qu'il faudrait sans plus attendre restaurer si l'on veut vraiment sauver l'Occident.

Les partisans d'un monde multipolaire – s'ils justifient souvent très justement leur souhait d'un tel équilibre des puissances – oublient que le monde de 2018 n'est pas l'Europe du Congrès de Vienne en 1815. Le monde qui se dessine n'est pas celui d'une myriade de puissances régionales s'équilibrant entre elles, mais d'abord celui d'un nouveau duopole sino-américain à prétention impériale, sous lequel vont devoir bon gré, mal gré se positionner les clientèles, affidés, supplétifs et partenaires selon leurs divers degrés de dépendance envers l'un ou l'autre pôle de ce



GEOPRAGMA

couple en rivalité permanente et tous azimuts. Le premier, les Etats-Unis, s'appuie principalement sur sa « province orientale », les Etats européens – même si la présidence de Donald Trump (et en fait surtout celle de son entourage néoconservateur) change la donne, plaçant les Européens face à un chantage ouvert sur le thème : « L'Amérique vous protégera ... si vous la payez, si vous acceptez sa domination, si vous vous soumettez à ses injonctions diverses », notamment celle d'isoler la Russie et de renoncer à commercer avec les Etats dont elle aura décidé, (en vertu de ses intérêts propres et de ceux de ses véritables alliés- Israël, l'Arabie Saoudite) qu'il faut les déstabiliser et les soumettre à un « *regime change* » de gré ou de force.

Plus fondamentalement, l'Empire Américain, dont l'hégémonie normative est défiée et qui se crispe face à l'émergence de son nouveau *peer competitor* chinois, cherche à restaurer sa présence grâce à l'empire du droit qu'il a constitué, son extraterritorialité se projetant de plus en plus agressivement sur le reste du monde.

Le second pôle, la Chine, met en œuvre un *imperium* différent, sans tambours ni trompettes, qui projette de la puissance et de l'influence sur un mode non prosélyte, par l'exemple offert, comme une option à suivre... ou non, sans conditionnalité « morale » ou politique contraignante en termes d'Etat de droit ou de droits de l'homme. Cet autre modèle de puissance est apprécié des grandes puissances régionales favorables à un monde multipolaire, qui cherchent une alliance de revers face aux Etats-Unis. Ainsi, la Chine peut-elle s'appuyer dans son tournant vers l'ouest sur le Pakistan, la Russie, l'Iran et la Turquie. Même les Etats riverains de la mer de Chine méridionale choisissent aujourd'hui, à l'image des Philippines, et progressivement, de Tokyo, de négocier avec Pékin (et Moscou) de façon bilatérale, abandonnant la voie de la justice internationale pour régler leurs différends. L'Inde elle-même semble choisir, au nom du réalisme, le rapprochement avec son grand rival. Certains stratèges ne parlent-ils pas d'une « Chindia » en construction ? Ne croyons pourtant pas que ces alliances soient autres que tactiques. La Russie craint plus que tout l'expansionnisme chinois et la perte possible de son Extrême- Orient. Aucun de ces Etats n'a envie de tomber d'un impérialisme dans l'autre, même si, en la matière, le nouveau venu accorde d'impressionnantes largesses pour supplanter le pôle américain encore dominant.

Tel est peut-être l'état du monde en ce début de 21^e siècle. L'évidence que le monde unipolaire américain ne saurait réellement exister ne signifie pas pour autant que le monde devienne naturellement multipolaire. C'est à une nouvelle bipolarité, certes imparfaite — contrairement aux temps de la Guerre Froide —, que les Etats de taille moyenne ou grande sont



GEOPRAGMA

confrontés et qu'ils craignent, même s'ils choisissent dans certains cas de s'appuyer sur la Chine pour gagner quelques libertés face à l'*imperium* américain. Et vice-versa. Même en Europe, au moment de l'annonce du retrait américain de l'accord iranien, certaines voix influentes ont évoqué la possibilité de jouer la Chine contre les Etats-Unis pour échapper aux sanctions américaines. Mais pour combien de temps cette stratégie de revers peut-elle fonctionner ? La guerre des monnaies entre le dollar et le Yuan et les enjeux énergétiques seront aussi deux très bons curseurs de l'évolution du rapport de force global.

Dans ce débat, la France occupe une place très particulière. Puissance moyenne au regard de son poids économique, elle dispose d'un potentiel politique bien supérieur par son héritage historique et la place qu'elle a su encore occuper, il y a quelques décennies. En pleine Guerre froide, le gaullisme a représenté un appel à l'indépendance et à la souveraineté des Etats, au dialogue et à la recherche d'un équilibre entre les puissances. La France faisait certes partie du bloc occidental, mais le général de Gaulle choisit de conserver des liens avec ce qu'il appelait encore la Russie. De même, choisit-il de reconnaître la Chine populaire. Le français devenait, comme disait Maurice Druon, la langue des non-alignés. Cette « troisième voie » était d'autant plus osée qu'elle plaidait pour un monde multipolaire au moment où la bipolarité était à son comble.

Malheureusement, lors de la chute de l'URSS, au moment même où, croyait-on, cette bipolarité vivait ses dernières heures, la France abandonna peu à peu cette place particulière pour se fondre dans un atlantisme irréfléchi et inconséquent par rapport à nos intérêts nationaux. Le qualificatif « gaullo-miterrandien » ne permet pas encore d'observer dans les faits le recul de ce qu'il faut bien nommer un « néo conservatisme à la française », qui sévit tant à gauche qu'à droite et irrigue toujours dangereusement les cercles intellectuels et la couche supérieure de notre technocratie. Le masque de cette pensée dogmatique paralysante pour l'action car dramatiquement déconnectée du réel, demeure un moralisme qui s'apparente en fait à un lourd cynisme. Ce moralisme désavoue l'approche réaliste qui pourtant permettrait à la fois efficacité et humanité dans notre appréhension de la réalité internationale et dans la redéfinition, urgentissime et toujours possible, d'une politique étrangère cohérente et ambitieuse.



GEOPRAGMA

Alors que les Etats-Unis et la Chine tentent de rebipolariser le monde, il faut espérer que Paris renoue avec cette tradition d'indépendance et de dialogue qui fut la sienne pendant toutes les années de Guerre froide. La France a occupé une place de premier rang dans une histoire ancienne et éclairante, celle du continent européen qui a été, des siècles durant, le lieu de luttes fratricides destinées à s'emparer de l'*imperium* occidental. Force est de constater qu'excepté lors de rares périodes historiques, la France, lieu d'émergence de l'Etat-nation moderne avec le Royaume-Uni, a toujours tenu à opposer à l'hégémonie des empires la diversité des royaumes. En science politique, l'empire n'est pas un grand royaume, mais un espace formé autour d'un centre dominant entouré de « marches » disposant d'une autonomie plus ou moins large, mais qui ne pourra jamais s'appeler « souveraineté ». Le Royaume est à l'inverse le lieu d'une indivisible indépendance.

Or, si les Etats-Unis et la Chine aspirent aujourd'hui à la forme impériale, cette prétention ne saurait empêcher l'existence parallèle de royaumes défendant au mieux leur indépendance, non par un phénomène mortifère d'autarcie, mais par l'art de la diplomatie et des rapports de force qui, bien exécuté, permet à des nations de taille même moyenne d'exister. Dans un essai récent, *L'Empire et les cinq royaumes*, Bernard-Henri Lévy regrette l'affaiblissement de l'Empire américain face à la renaissance de cinq royaumes, eux-mêmes anciens empires : le perse, le turc, le chinois, le russe, l'arabe. Il nous semble au contraire qu'il est fondamentalement bon que, face aux deux empires – l'américain et le chinois – des royaumes puissent continuer d'exister, preuve – à nos yeux heureuse – que la bipolarité contemporaine n'est qu'imparfaite et ne rend pas compte de la diversité des aspirations des peuples et des nations. Si la Turquie, l'Iran, la Russie, mais aussi Israël revendiquent clairement ce droit, quelles que soient par ailleurs les alliances tactiques ou stratégiques qui les lient aux Etats-Unis ou à la Chine, il serait bon qu'en Europe, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni en fassent de même. Londres le fait... Le Brexit en est le signe. La France aimerait le faire, mais ne s'en donne pas les moyens. Quant à l'Allemagne, elle conserve un rôle paradoxal car, à l'échelle de l'Europe, par exemple sur les questions migratoires ou financières, Berlin joue parfois une partition quelque peu impériale. Il faut donc bien mesurer les tenants et les aboutissants de cet ordre mondial naissant, au sein duquel le souhait de certaines puissances de constituer un nouveau « concert des nations » ne doit pas masquer la tentation tant américaine que chinoise de créer un nouveau G2.



GEOPRAGMA

C'est à cette étude que GEOPRAGMA voudrait apporter toute sa volonté et toute son expertise.